

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

**Session annuelle  
du Conseil d'administration**

**Rome, 3–6 juin 2013**

## **PROGRAMMES DE PAYS**

**Point 8 de l'ordre du  
jour**

*Pour approbation*



Distribution: GÉNÉRALE  
**WFP/EB.A/2013/8/1**  
13 mai 2013  
ORIGINAL: ANGLAIS

## **PROGRAMME DE PAYS – ÉGYPTTE 200238 (2013–2017)**

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

## NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.**

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, OMC\*: M. M. Diab <mohamed.diab@wfp.org>

Directeur de pays, Égypte: M. G. Bordignon <gianpietro.bordignon@wfp.org>

Pour toute question relative à la disponibilité de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645/2558).

\* Bureau régional du Caire (Moyen-Orient, Afrique du Nord, Europe orientale et Asie centrale)

## RÉSUMÉ

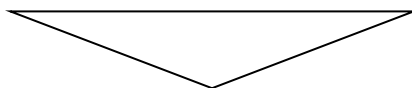
La révolution de 2011 était liée aux effets de certains bouleversements, tels que la flambée du prix des denrées alimentaires de 2007–2008, qui a compromis la sécurité alimentaire et la nutrition; l'instabilité politique qui a suivi a considérablement pesé sur les résultats économiques de l'Égypte. L'accroissement démographique, la surface limitée des terres arables et les répercussions du changement climatique ont entraîné une vague d'exode rural, et l'Égypte abrite un nombre grandissant de réfugiés.

En Égypte, l'enjeu de la sécurité alimentaire est davantage lié à des questions de revenu qu'à des problèmes de disponibilité alimentaire. Le pays, premier importateur mondial de blé, est exposé aux fluctuations des prix des denrées alimentaires. Entre 2009 et 2011, le taux de pauvreté a grimpé de 22 à 25 pour cent, ce qui représente 21 millions de personnes. Un ménage consacre en moyenne 40 pour cent de ses revenus à la nourriture, et un Égyptien sur trois a un régime alimentaire peu varié. En Haute-Égypte, où vivent 67 pour cent des pauvres, les indicateurs relatifs à l'éducation sont faibles, les services publics sont limités et les moyens de subsistance sont vulnérables face aux aléas climatiques.

La sécurité alimentaire est menacée en raison de l'augmentation de besoins déjà élevés, et du financement limité des filets de protection sociale. Le programme de pays 200238 aidera le Gouvernement à prendre en charge les populations les plus démunies de manière plus efficace et plus efficiente. Les principales activités prévues sont: i) l'assistance technique destinée à renforcer la capacité des institutions à surveiller et pallier les menaces qui pèsent sur la sécurité alimentaire et la nutrition; ii) la contribution à la réforme des filets de sécurité appuyés par une aide alimentaire; et iii) l'assistance alimentaire en Haute-Égypte et dans les gouvernorats frontaliers pour améliorer l'accès à l'école maternelle et primaire, et renforcer la résistance aux chocs. L'assistance technique consiste à expérimenter des programmes que le Gouvernement pourra ensuite reproduire et transposer à plus large échelle, et à contribuer à l'élaboration de politiques de manière à favoriser la prise en charge nationale. Des distributions de bons seront organisées dans le cadre de l'intervention nutritionnelle pilote et des activités d'alimentation scolaire.

Le programme de pays 200238, qui repose sur la concertation, est conçu pour développer les partenariats avec le Gouvernement, les collectivités locales, les organismes des Nations Unies, les partenaires pour le développement, les organisations non gouvernementales et le secteur privé. Il concorde avec les politiques nationales, le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement établi pour la période 2013–2017, le Plan stratégique du PAM pour 2008–2013 et les objectifs du Millénaire pour le développement 1, 2, 3, 4 et 7.

## PROJET DE DÉCISION\*



Après un examen attentif, le Conseil approuve, à titre exceptionnel, le programme de pays Égypte 200238 (2013–2017) (WFP/EB.A/2013/8/1), qui est proposé; celui-ci requiert 74 022 tonnes de produits alimentaires d'un coût de 52,0 millions de dollars É.-U. et des bons d'un coût de 9,3 millions de dollars; compte tenu des coûts associés, le coût total pour le PAM est de 87,2 millions de dollars.

---

\* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

## ANALYSE DE LA SITUATION

1. La révolution de 2011 était liée aux effets de certains bouleversements, tels que la flambée du prix des denrées alimentaires de 2007–2008 et l'épidémie de grippe aviaire de 2006. Le développement du programme de subventions alimentaires a permis d'atténuer les répercussions de ces crises sur la sécurité alimentaire et la nutrition.
2. L'instabilité politique qui a suivi la révolution s'est accompagnée d'un ralentissement de la croissance économique, dont le rythme est passé de 6,2 pour cent entre 2005 et 2010 à 2,2 pour cent en 2011–2012. Le Gouvernement dispose d'une étroite marge de manœuvre budgétaire, et il envisage des réformes qui englobent le système de subventions alimentaires. À la suite de l'élection présidentielle de 2012, une nouvelle Constitution a été approuvée et des élections législatives sont prévues pour 2013.
3. L'insécurité alimentaire est liée à la question des revenus, tant au niveau national qu'au niveau des ménages. L'Égypte importe 35 pour cent des produits alimentaires et figure au premier rang des importateurs mondiaux de blé, avec un volume de 11,5 millions de tonnes en 2012<sup>1</sup>. Par conséquent, le pays est vulnérable face aux fluctuations des prix alimentaires, des taux de change et des disponibilités en devises. La balance des paiements, excédentaire de 3,4 milliards de dollars É.-U. en 2010, a enregistré en 2012 un déficit de 11,3 milliards de dollars; les réserves en devises sont passées de 35 milliards de dollars en janvier 2011 à 13,6 milliards de dollars en janvier 2013, ce qui correspond à peine à trois mois d'importations<sup>2</sup>.
4. Pour les ménages, les revenus du travail constituent le principal facteur de sécurité alimentaire. Le taux de pauvreté est passé de 21,6 pour cent en 2009 à 25,2 pour cent en 2011, ce qui représente 21 millions de personnes. Le taux de chômage, qui était de 8,7 pour cent en 2010, a atteint 12,6 pour cent en 2012. Un ménage consacre en moyenne 40 pour cent des revenus à l'alimentation<sup>3</sup>; la proportion atteint 62 pour cent pour le quintile de revenus le plus bas – une tranche de la population particulièrement vulnérable aux prix élevés des produits alimentaires. Ceux-ci ont augmenté de 14 pour cent en 2011 et de 8 pour cent entre janvier et août 2012. Environ 86 pour cent des ménages vulnérables déclarent que leur revenu ne leur permet pas de faire face à leurs besoins mensuels; la stratégie de survie la plus courante consiste à consommer des denrées alimentaires moins coûteuses<sup>4</sup>.
5. L'Égypte fait partie du groupe de 36 pays qui concentre 90 pour cent de la dénutrition juvénile<sup>5</sup>. La prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans est passée de 23 pour cent en 2005 à 29 pour cent en 2008, 14 pour cent des enfants étant gravement atteints; l'émaciation est passée de 5 à 7 pour cent dans la même période<sup>6</sup>. La

<sup>1</sup> FAO. 2012. Perspectives de l'alimentation – analyse des marchés mondiaux. Novembre. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/docrep/017/al993f/al993f00.pdf>.

<sup>2</sup> Ministère des finances. 2013. Rapport budgétaire mensuel (janvier). Le Caire.

<sup>3</sup> CAPMAS. 2011. Enquête sur le revenu, les dépenses et la consommation des ménages. Le Caire.

<sup>4</sup> IDSC et PAM. 2012. *Egyptian Food Observatory*, numéro 9. Le Caire.

<sup>5</sup> Banque mondiale. 2010. *Scaling Up Nutrition: What Will it Cost?* Washington.

<sup>6</sup> La prévalence des retards de croissance est moyenne lorsque le taux est compris entre 20 et 29 pour cent, élevée entre 30 et 39 pour cent, et très élevée à partir de 40 pour cent. La prévalence de l'émaciation est modérée entre 5 et 9 pour cent, grave entre 10 et 14 pour cent, et critique au-delà de 15 pour cent. Valeurs-seuils dans une perspective de santé publique. Voir [www.who.int/nutgrowthdb/en](http://www.who.int/nutgrowthdb/en).

prévalence de l'anémie a doublé entre 2000 et 2005<sup>7</sup>; d'après les dernières informations, 40 pour cent des enfants de moins de 5 ans et 47 pour cent des femmes en âge de procréer souffrent d'anémie<sup>8</sup>. Les carences en micronutriments résultent en grande partie du régime alimentaire, qui repose sur le pain, le riz, l'huile et le sucre. L'augmentation du prix des protéines animales, des fruits, des légumes et des produits laitiers nuit à la diversité du régime alimentaire et accentue les risques de carences en micronutriments; les problèmes de nutrition, d'hygiène et d'assainissement contribuent à aggraver la situation.

6. C'est dans les zones rurales de Haute-Égypte que se concentrent les ménages les plus démunis; dans cette région vivent 67 pour cent de la population pauvre et 83 pour cent de la population extrêmement pauvre, et 51 pour cent de la population se situe en dessous du seuil de pauvreté<sup>3</sup>. En 2008, la consommation alimentaire de 36 pour cent des habitants de Haute-Égypte était inférieure à l'apport calorique minimal requis<sup>9</sup>. Cette vulnérabilité des zones rurales à l'insécurité alimentaire s'explique par la grande taille des familles, des taux de dépendance (ratio inactif/actif) élevés, le faible niveau d'études des adultes, le manque d'épargne et l'accès limité à l'emploi ou à d'autres possibilités de se procurer des revenus. Ces facteurs favorisent également le travail des enfants, en particulier dans le secteur agricole, qui représente 32 pour cent de l'emploi.
7. En Égypte, le groupe de population le plus nombreux est celui des enfants, dont 25 pour cent vivent dans la pauvreté<sup>10</sup>. Le taux net de scolarisation dans les écoles primaires s'élève à 94 pour cent<sup>11</sup>, et la parité entre les sexes est de 0,96. Mais il existe des disparités entre les régions: en Haute-Égypte, le taux de scolarisation ne dépasse pas 70,8 pour cent dans le gouvernorat de Beni Souef et 73,5 pour cent à Assiout; la parité des sexes est loin d'être atteinte<sup>12</sup>. Le faible taux de poursuite des études et la mauvaise qualité de l'enseignement posent également problème. Sur les 2 millions de jeunes qui n'ont jamais été scolarisés, 57 pour cent vivent en Haute-Égypte; les filles des zones rurales sont celles qui ont le moins de chances d'aller à l'école. De surcroît, 2,5 millions de jeunes, soit 13 pour cent, ont abandonné leurs études, et 1,6 million exercent un travail dangereux<sup>13</sup>. La pauvreté constitue le principal obstacle à l'éducation: 20 pour cent des enfants pauvres ne fréquentent jamais l'école primaire, et un grand nombre de ceux qui sont scolarisés doivent cesser leurs études pour travailler. Le Gouvernement investit 60 millions de dollars par an dans le Programme national d'alimentation scolaire, qui aide 5,3 millions des 17 millions d'élèves, mais des vivres ne sont distribués que 40 à 60 jours sur les 220 que compte l'année scolaire.
8. Les réformes économiques entreprises par le Gouvernement devraient se poursuivre; la politique alimentaire revêt une importance croissante compte tenu de la progression de la pauvreté. Dans le cadre des filets de sécurité qu'il a mis en place en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition, le Gouvernement subventionne le prix du pain et d'autres denrées de première nécessité. Lors de l'envolée des prix des produits alimentaires de

<sup>7</sup> El-Zanaty, F. et Way, A. 2008. *Egypt Demographic and Health Survey*. Le Caire.

<sup>8</sup> National Nutrition Institute et PAM. 2010. Enquête de référence sur l'anémie ferriprive en Égypte. Le Caire. La prévalence de l'anémie ferriprive en fait un "grave problème de santé publique" selon les valeurs-seuils établies par l'Organisation mondiale de la Santé.

<sup>9</sup> Voir <http://www.wfp.org/content/egypt-status-food-security-and-vulnerability-december-2011>.

<sup>10</sup> UNICEF. 2010. *Child Poverty and Disparities in Egypt*. New York.

<sup>11</sup> UNESCO. 2012. *Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous*. Paris.

<sup>12</sup> PNUD. 2010. *Egypt Human Development Report: Youth in Egypt: Building our Future*. New York.

<sup>13</sup> CAPMAS et OIT. 2010. Enquête nationale sur le travail des enfants. Le Caire.

2007–2008, le nombre de personnes ayant droit à des cartes d'alimentation est passé de 41 millions à 63 millions. D'après la Banque mondiale, ces mesures ont protégé les ménages pauvres de l'impact des prix alimentaires élevés<sup>14</sup>, mais le système présente des failles et 20 pour cent des ménages vulnérables n'ont pas de carte d'alimentation<sup>15</sup>.

9. Jusqu'à récemment, l'Égypte n'était pas dotée de systèmes de suivi de l'insécurité alimentaire et de son impact. En 2011, le Centre d'information et d'aide à la décision, un service qui dépend du Conseil des ministres, a mis sur pied, avec l'aide du PAM, l'Observatoire égyptien de l'alimentation, chargé de surveiller les prix des produits alimentaires, d'évaluer leur impact sur les ménages vulnérables et d'identifier les nouvelles menaces qui pèsent sur la sécurité alimentaire, afin d'éclairer les prises de décisions.
10. La croissance démographique<sup>16</sup>, la surface limitée des terres arables (en Égypte, seules 5 pour cent des terres peuvent être cultivées), la dégradation des terres, la désertification et le changement climatique menacent également la sécurité alimentaire. En Haute-Égypte, 51,5 pour cent<sup>3</sup> de la population est pauvre et subit les aléas climatiques et les mauvaises récoltes; la production alimentaire devrait encore baisser de 30 pour cent<sup>17</sup> d'ici à 2050 sous l'effet du changement climatique.
11. L'Égypte figure au 112<sup>e</sup> rang sur 186 pays selon l'indicateur de développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)<sup>18</sup>.

## COOPÉRATION PASSÉE ET ENSEIGNEMENTS TIRÉS

12. Le programme de pays 104500 (janvier 2007–juin 2013) visait à améliorer les filets de sécurité alimentaire mis en place par le Gouvernement moyennant le renforcement des capacités et l'expérimentation de modèles en matière d'alimentation scolaire et d'activités Vivres pour la création d'avoires (VCA).
13. L'évaluation à mi-parcours de 2010 a permis de conclure que les activités du programme de pays 104500 répondaient aux besoins; elles ont permis d'apporter une assistance technique au Gouvernement et de relever les défis en matière d'agriculture et d'éducation; les interventions se sont concentrées sur les zones rurales de Haute-Égypte, qui présentait les besoins les plus criants. L'équipe chargée de l'évaluation à mi-parcours a mis en avant l'importance du système de subventions alimentaires, et recommandé au PAM d'axer ses interventions sur l'appui aux réformes.
14. En Égypte, les filets de sécurité reposent sur les subventions alimentaires: le pain *baladi* est subventionné pour tous les Égyptiens, et les cartes d'alimentation permettent à leurs détenteurs d'acheter des denrées de première nécessité à des prix subventionnés. Dans une étude effectuée à la demande du Gouvernement, le PAM a constaté que 20 pour cent des personnes pauvres n'avaient pas de carte d'alimentation. Par ailleurs, le PAM a analysé la chaîne d'approvisionnement du pain *baladi* et proposé des solutions pour gagner en

<sup>14</sup> Banque mondiale. 2010. Egypt's Food Subsidies. Washington.

<sup>15</sup> IDSC et PAM. 2012. *Egyptian Food Observatory*, numéro 8. Le Caire.

<sup>16</sup> Le taux de natalité de l'Égypte est passé de 28,7/1 000 en 2010 à 30,3/1 000 en 2011, dépassant ainsi la moyenne régionale de 23,3/1 000.

<sup>17</sup> Voir <https://www.adaptation-fund.org/project/building-resilient-food-security-systems-benefit-southern-egypt-region>.

<sup>18</sup> PNUD. 2013. *Rapport sur le développement humain: L'essor du Sud*. New York.

efficience<sup>19</sup>. En 2011, le nouveau Gouvernement a demandé au PAM de formuler de nouvelles recommandations en matière de réforme du système de subventions.

15. Depuis 2011, le PAM aide le Centre d'information et d'aide à la décision à mettre au point un système de suivi de la sécurité alimentaire, afin que le Gouvernement puisse anticiper les menaces qui pèsent sur la sécurité alimentaire et y remédier. Le PAM a également aidé l'Agence centrale de la mobilisation publique et des statistiques à remanier son enquête sur les revenus et les dépenses des ménages pour y inclure l'analyse de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité. Une nouvelle étude du système de subventions alimentaires, conduite avec le concours de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, analyse l'incidence du retard de croissance et de l'obésité.
16. Depuis 2008, le PAM aide le Gouvernement à améliorer le système de subvention des produits alimentaires en enrichissant la farine de blé en fer et en acide folique pour lutter contre la forte prévalence de l'anémie et, depuis 2010, il appuie l'enrichissement en vitamines A et D de l'huile de cuisine pour 63 millions de personnes ayant une carte d'alimentation. L'enrichissement de la farine est conduit et financé par le Gouvernement; l'enrichissement de l'huile suivra en 2013. Une campagne de sensibilisation à la nutrition pour les mères et les enfants, menée par le PAM et le Ministère de la santé, a mis l'accent sur l'anémie, la faim silencieuse et l'enrichissement des aliments.
17. Le PAM a contribué à développer l'accès à l'école maternelle dans les zones vulnérables<sup>20</sup>. Le programme d'éducation nutritionnelle en maternelle et le dispositif de formation qui l'accompagne ont été adoptés par le Ministère de l'éducation, qui a par la suite demandé un appui similaire pour l'enseignement primaire. Devant les inégalités entre les sexes, le PAM a décidé de concentrer ses efforts sur l'accès à l'éducation primaire informelle, en partenariat avec la société civile, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Ministère de l'éducation. À la demande du Gouvernement, le Programme continuera d'aider le Ministère de l'éducation à élaborer une stratégie nationale d'alimentation scolaire.
18. Les enfants qui travaillent constituent un groupe de population vulnérable en Haute-Égypte. Le PAM coopère au Projet de lutte contre les pires formes de travail des enfants et collabore avec le Gouvernement, l'Organisation internationale du Travail (OIT) et l'UNICEF pour accompagner les enfants qui travaillent et ceux qui risquent de le faire. Il s'agit d'assurer l'éducation formelle et informelle des enfants de moins de 14 ans, de fournir un appui aux moyens de subsistance pour que les parents puissent maintenir leurs enfants à l'école, et de rechercher des emplois sûrs pour les enfants de plus de 14 ans. L'évaluation à mi-parcours a recommandé d'étendre ce programme et souligné l'importance de développer la formation professionnelle et les possibilités d'emploi à l'intention des parents.
19. Les projets VCA ciblant les groupes les plus vulnérables dans les gouvernorats du Sud et frontaliers ont aidé les paysans sans terre à mettre en valeur des terres désertiques dans l'esprit de la priorité établie de longue date par le Gouvernement: créer davantage d'emplois dans l'agriculture, freiner l'exode rural, diminuer la dépendance à l'égard des importations de produits alimentaires et améliorer les pratiques agricoles. Ces synergies seront renforcées dans le programme de pays 200238.

<sup>19</sup> PAM et IDSC. 2010. *The Current Baladi Bread Supply Chain, Egyptian Food Observatory*, numéro 9.

<sup>20</sup> Ministère de l'éducation. Plan de réforme de l'éducation (2007–2012). Le Caire.



## ORIENTATION STRATÉGIQUE DU PROGRAMME DE PAYS

20. Face à la progression de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition et compte tenu des ressources limitées affectées aux filets de protection, le programme de pays 200238, établi de manière à répondre à la demande, apporte une assistance technique au Gouvernement, en vue de lui transférer à terme la maîtrise des activités. Il s'agit notamment d'expérimenter des programmes que le Gouvernement pourra ensuite reproduire et transposer à plus grande échelle.
21. Les objectifs du programme de pays 200238 consistent à:
- mettre les institutions nationales en mesure: i) de surveiller les risques d'insécurité alimentaire et d'y faire face; ii) de fournir une analyse factuelle pour orienter la politique de sécurité alimentaire; et iii) d'accompagner la réforme des filets de sécurité appuyés par une aide alimentaire (Objectif stratégique 5)<sup>21</sup>;
  - améliorer l'accès à l'école primaire et maternelle, et lutter contre le travail des enfants en fournissant une assistance alimentaire dans un certain nombre d'écoles de Haute-Égypte (Objectif stratégique 4)<sup>22</sup>;
  - donner aux communautés pauvres de Haute-Égypte et des gouvernorats frontaliers les moyens de s'adapter au changement climatique et aux fluctuations du marché, et réduire les pertes agricoles en favorisant la constitution de moyens de subsistance durables (Objectif stratégique 2)<sup>23</sup>; et
  - renforcer les capacités nationales en matière de prévention de la malnutrition chronique au sein des populations vulnérables (Objectif stratégique 4).
22. Le programme de pays 200238 repose sur la concertation et les partenariats avec les collectivités locales, le Gouvernement, les organismes des Nations Unies, les partenaires pour le développement, les organisations non gouvernementales (ONG) et le secteur privé. Il reprend les effets directs prévus au titre du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) pour 2013–2017: i) l'atténuation de la pauvreté grâce à une croissance favorable aux pauvres et à l'équité; ii) des services de base de qualité; iv) la sécurité alimentaire et la nutrition; et v) la gestion de l'environnement et des ressources naturelles. Le programme de pays répond à la demande que le Gouvernement a adressée à ses partenaires, dont le PNUAD fait mention; celui-ci souhaite que soient privilégiés le renforcement des capacités institutionnelles et l'amélioration des capacités d'élaboration des politiques, en mettant l'accent sur la santé, la nutrition et l'enseignement primaire en faveur des groupes les plus vulnérables ainsi que sur l'exploitation durable des ressources naturelles. Le programme de pays 200238 concorde avec les Objectifs stratégiques 2, 4 et 5, le Plan stratégique pour 2014–2017, la Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale, le Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation et les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) 1, 2, 3, 4 et 7<sup>24</sup>.

<sup>21</sup> Objectif stratégique 5 – renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux.

<sup>22</sup> Objectif stratégique 4 – réduire la faim chronique et la dénutrition.

<sup>23</sup> Objectif stratégique 2 – prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets.

<sup>24</sup> OMD 1 – éliminer l'extrême pauvreté et la faim; OMD 2 – assurer l'éducation primaire pour tous; OMD 3 - promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; OMD 4 – réduire la mortalité infantile; OMD 7 – préserver l'environnement.

## **Composante 1: renforcer les institutions nationales chargées de la sécurité alimentaire**

23. La politique de sécurité alimentaire figure au premier plan des préoccupations du Gouvernement. Le PAM entend: i) appuyer la transformation du système de suivi de la sécurité alimentaire en système d'alerte rapide en cas de menaces pesant sur la sécurité alimentaire, qui servira également à étayer les documents d'orientation; et ii) aider l'Agence centrale de la mobilisation publique et des statistiques à améliorer l'analyse des perspectives à long terme en matière de sécurité alimentaire. L'assistance technique servira à perfectionner et automatiser la collecte de données, ainsi qu'à renforcer l'aptitude à s'appuyer sur les données factuelles pour formuler des recommandations concernant la réforme du système de subventions alimentaires. L'analyse et la cartographie de la vulnérabilité effectuées par le PAM aideront les institutions égyptiennes à repérer les zones au sein desquelles la vulnérabilité s'aggrave, notamment dans les bidonvilles et les gouvernorats frontaliers.
24. Le PAM fait partie du Conseil consultatif en matière de politique alimentaire conduit par le Ministère de l'agriculture et de la mise en valeur des terres et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La réduction des pertes après récolte, qui représentent actuellement 30 pour cent de la production, constitue un élément primordial des plans nationaux. En matière de collaboration, il est prévu que la FAO s'attaque aux pertes de production tandis que le PAM se chargera d'analyser la chaîne d'approvisionnement et la chaîne de valeur, de renforcer la capacité de résistance des petits paysans aux bouleversements du marché et de protéger les moyens de subsistance. À cet effet, il faudra faciliter l'accès aux prévisions sur les prix des récoltes et renforcer les capacités des organisations communautaires à exploiter ces informations pour prendre des décisions en ce qui concerne les productions agricoles et le stockage des aliments.

## **Composante 2: améliorer l'accès à l'éducation et lutter contre le travail des enfants**

25. L'appui du PAM au Programme national d'alimentation scolaire sera centré sur l'assistance technique à apporter au Ministère de l'éducation et sur les incitations alimentaires en faveur de l'inscription et du maintien des enfants à l'école dans les zones rurales de Haute-Égypte. Les enseignements tirés aideront le Ministère de l'éducation et les autres intervenants à mettre au point une stratégie nationale d'alimentation scolaire. Le PAM étudiera également les possibilités de partenariat public-privé.
26. Parallèlement, le PAM veillera à ce que des ONG partenaires assurent l'alimentation scolaire dans les écoles maternelles et les écoles primaires informelles qui ne sont pas prises en charge par le Ministère de l'éducation. En principe, le PAM et le Ministère de l'éducation sont convenus que ce dernier prendrait en charge l'appui en faveur des écoles maternelles à mi-parcours du programme de pays 200238. À la demande du Gouvernement, le PAM, l'UNICEF, la Banque mondiale et d'autres organisations collaboreront pour intensifier leur appui aux écoles informelles<sup>25</sup>, conformément aux plans nationaux. Le PAM vise à améliorer l'accès à l'éducation pour 228 000 enfants vulnérables vivant dans des zones défavorisées de Haute-Égypte, en fournissant des barres de dattes enrichies pour réduire la faim immédiate, favoriser la concentration et augmenter les apports en micronutriments. Dans les écoles informelles, des rations mensuelles à emporter seront distribuées à 112 000 enfants, principalement des filles; ces rations serviront de

<sup>25</sup> Sous la supervision du Ministère de l'éducation.

transferts conditionnels pour encourager l'assiduité<sup>26</sup>, réduire les abandons dus à la pauvreté et améliorer les taux de scolarisation des filles<sup>27</sup>. Le partenariat du PAM avec l'UNICEF visera en priorité à améliorer la qualité de l'enseignement dans les écoles ciblées.

27. Les activités d'alimentation scolaire mises en œuvre avec l'aide du PAM comprendront également des interventions sanitaires et nutritionnelles. Le Programme contribuera à élaborer un module d'éducation nutritionnelle pour les écoles, et il collaborera avec l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et le Ministère de la santé pour lutter contre les infestations vermineuses intestinales chez les enfants des communautés marginalisées.
28. Les enfants les plus vulnérables ciblés par l'alimentation scolaire effectuent ou risquent d'effectuer un travail susceptible de leur porter préjudice<sup>28</sup>, et ils ont des besoins particuliers. Le PAM continuera de travailler avec le Ministère de la main-d'œuvre et de l'immigration, l'UNICEF et l'OIT pour fournir un dispositif d'assistance complet qui protège 16 000 enfants contre la nécessité d'effectuer certains types de travaux. Le travail des enfants découle de la pauvreté et du fait que les parents n'ont pas conscience de l'importance de l'éducation: 84 pour cent des enfants qui travaillent vivent dans des zones rurales, surtout en Haute-Égypte. Le PAM et l'UNICEF aideront les enfants de moins de 14 ans visés à accéder dans un premier temps à une éducation informelle et ultérieurement à des moyens de subsistance durables. Le PAM distribuera des barres de dattes enrichies dans les écoles, et les familles recevront des rations à emporter à titre d'incitation. Un certain nombre de ménages bénéficieront d'un appui aux moyens de subsistance pour que les enfants poursuivent leur scolarité. L'OIT propose des formations en cours d'emploi et des apprentissages permettant aux enfants de plus de 14 ans d'accéder à des emplois sans danger. Le PAM, l'OIT et l'UNICEF aideront le Gouvernement à élaborer des politiques de lutte contre le travail des enfants qui s'inscrivent dans la durée.

### **Composante 3: renforcer la capacité de résistance des groupes vulnérables**

29. Pour les communautés vulnérables rurales et isolées comme les Bédouins, le PAM appuiera des activités consistant à: i) construire et entretenir des puits et des réservoirs pour conserver les eaux souterraines et l'eau de pluie; et ii) améliorer l'accès à l'éducation et aux services de santé et développer la création d'avoirs. La sécurité alimentaire sera renforcée par une utilisation plus rationnelle de l'eau pour irriguer les cultures vivrières. Le Gouvernement assurera l'ingénierie et fournira un appui technique, et le PAM se servira des distributions alimentaires pour inciter les bénéficiaires à participer à des activités de construction et à des formations axées sur les moyens de subsistance; ce dispositif s'adressera à 8 000 personnes par an au maximum, la participation aux activités occupant en moyenne 120 jours par an.
30. Le Fonds pour l'adaptation créé au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques financera des activités complémentaires durant quatre ans. Le PAM s'attachera à aider les régions du Sud à se préparer à la réduction de la production vivrière que le changement climatique pourrait entraîner; la stratégie consistera à introduire des cultures et du bétail capables de résister à la chaleur, à diversifier les sources de revenus avec des cultures intercalaires et des projets de prêt, à améliorer l'utilisation des terres et l'irrigation, et à développer l'accès aux prévisions météorologiques. Les capacités

<sup>26</sup> Au moins 80 pour cent.

<sup>27</sup> Maximum: Beni Souef – 16 pour cent; Assiout – 14 pour cent; et Minya – 13 pour cent.

<sup>28</sup> Défini par les conventions 138 et 182 de l'OIT comme un "travail qui, par sa nature ou les conditions dans lesquelles il s'exerce, est susceptible de compromettre la santé, la sécurité ou la moralité des adolescents".

nationales seront renforcées en vue d'étendre et de reproduire les solutions les plus probantes<sup>29</sup>.

#### Composante 4: appuyer la nutrition

31. Pour parfaire la réussite du programme national d'enrichissement des aliments, le PAM continuera d'apporter une assistance technique afin d'améliorer la qualité des aliments et le suivi. À la demande du Ministère de la santé, le PAM, l'UNICEF et l'OMS collaboreront pour lutter contre la malnutrition chronique au sein des groupes de population les plus vulnérables, en mettant l'accent sur les 1 000 premiers jours de la vie. Le PAM aidera le Ministère de la santé à mettre au point des formules d'alimentation complémentaire pour les nourrissons de 6 à 23 mois, à étudier la faisabilité économique et la viabilité de la production locale, et à évaluer les aliments de complément et à les distribuer à 15 000 bénéficiaires dans des centres de santé accueillant les mères et les enfants. Les enseignements tirés permettront d'évaluer les possibilités d'extension des activités qui s'offrent au Gouvernement.

<b>TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES PAR COMPOSANTE (maximum annuel)</b>			
	<b>Hommes/garçons</b>	<b>Femmes/filles</b>	<b>Total</b>
Composante 1 – renforcer les institutions nationales	s.o.	s.o.	s.o.
Composante 2 – améliorer l'accès à l'éducation			
Rations à consommer à l'école (maternelle, primaire informelle)	90 000	138 000	<b>228 000</b>
Rations à emporter (écoles informelles)	204 000	257 000	<b>461 000</b>
Projet de lutte contre les pires formes de travail des enfants (enfants et familles)	40 000	40 000	<b>80 000</b>
<b>Total partiel</b>	<b>334 000</b>	<b>435 000</b>	<b>769 000</b>
Composante 3 – renforcer la capacité de résistance des groupes vulnérables			
Appui VCA pour les communautés rurales vulnérables	4 000	4 000	<b>8 000</b>
<b>Total partiel</b>	<b>4 000</b>	<b>4 000</b>	<b>8 000</b>
Composante 4 – appuyer la nutrition			
Enfants de 6 à 23 mois	5 000	5 000	<b>10 000</b>
Femmes enceintes et mères allaitantes	–	5 000	<b>5 000</b>
<b>Total partiel</b>	<b>5 000</b>	<b>10 000</b>	<b>15 000</b>
<b>TOTAL</b>	<b>343 000</b>	<b>449 000</b>	<b>792 000</b>

<sup>29</sup> Les activités complémentaires ne sont pas prises en charge par le budget du programme de pays 200238, car elles seront financées par un fonds fiduciaire. Ces activités seront mises en œuvre dans 14 villages sélectionnés en fonction d'une analyse de leurs conditions agroclimatiques et de la vulnérabilité. Trois mille cinq cents bénéficiaires recevront une assistance en espèces; des activités complémentaires aideront 130 000 autres personnes. Parmi les dispositifs figureront des mécanismes de prêts renouvelables, des exploitations agricoles modèles, des services de vulgarisation agricole et des formations. La réalisation se fera par le biais du Ministère de l'agriculture et de la mise en valeur des terres et des organisations communautaires, avec le concours d'autres parties prenantes.

## Ciblage

32. Les activités d'assistance alimentaire permettront de venir en aide à 792 000 bénéficiaires par an au maximum, mais l'assistance technique que le PAM fournira dans le cadre du programme de pays 200238 pour améliorer les institutions nationales aura des effets positifs sur une population beaucoup plus large.
33. Le ciblage des personnes les plus vulnérables s'est fait en plusieurs étapes. Les données sur la vulnérabilité à l'échelle du pays ont été complétées par des analyses effectuées pour les besoins du programme portant sur l'éducation, le travail des enfants, la vulnérabilité aux aléas climatiques et les tendances dans le domaine de la nutrition, telles que la prévalence du retard de croissance. Le PAM a consulté des collectivités locales, des ONG, des gouvernorats, des experts de différentes questions, des ministères, des donateurs, des organismes des Nations Unies et des universitaires. Les zones géographiques retenues ont été choisies en fonction des conditions d'accès et de sécurité, de la volonté de participer, et de la présence de partenaires disponibles. Les synergies qui existent entre les domaines d'intervention sont le ciblage des groupes vulnérables par région ainsi que les activités communes d'alimentation scolaire et de nutrition. Le ciblage du Projet de lutte contre les pires formes de travail des enfants a été déterminé par des évaluations communes avec l'OIT et l'UNICEF. La carte de l'annexe III présente la localisation des activités du PAM par gouvernorat.
34. Les modalités de transfert combinent une aide en nature et des bons. Le PAM a effectué une étude de faisabilité<sup>30</sup>, et la distribution des bons sera sous-traitée à des détaillants. Les lieux et les types de bénéficiaires ont été choisis sur la base de l'évaluation. La plupart des produits alimentaires sont disponibles sur les marchés, mais sont souvent hors de portée des ménages les plus pauvres. Les bénéficiaires expriment une préférence pour les transferts en nature, qui offrent un meilleur rapport coût-efficacité dans les zones rurales. Des dispositifs de distribution de bons seront expérimentés dans les zones où les marchés fonctionnent bien pour encourager la diversification du régime alimentaire.

---

<sup>30</sup> Voir <http://www.wfp.org/content/egypt-market-assessment-trader-survey-september-2012>.

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES/TRANSFERT PAR COMPOSANTE

Type de produits alimentaires	Composante 2			Composante 3	Composante 4		
	Collations à l'école	Rations à emporter	Rations à emporter PL-PFTE*	VCA	Enfants de 6 à 23 mois		Femmes enceintes et mères allaitantes
Aliments prêts à l'emploi	–	–	–	–	50	–	–
SuperCereal Plus	–	–	–	–	–	200	–
Barres de dattes	80	–	–	–	–	–	–
Riz	–	33	33	–	–	–	–
Farine de blé	–	33	67	444	–	–	–
Huile végétale	–	–	6	40	–	–	–
Dattes	–	13	–	40	–	–	–
<b>Total (g/personne/j)</b>	<b>80</b>	<b>79</b>	<b>106</b>	<b>524</b>	<b>50</b>	<b>200</b>	–
Total kcal/jour	360	269	407	1 840	250	700	–
Transfert de bons (en dollars)	8/famille/mois			–	–	–	25/personne/mois
Nombre de jours de distribution	22 jours/mois ou 198 jours/an			15 jours/personne/an	30 jours/mois/pendant 18 mois		Maximum de 14 mois**

\* Projet de lutte contre les pires formes de travail des enfants.

\*\* Pendant la grossesse et durant les six mois suivant l'accouchement.

35. Une grande partie des produits alimentaires est fournie par le biais de l'alimentation scolaire. Des barres de dattes enrichies fabriquées localement sont distribuées chaque jour dans les écoles pour encourager l'assiduité, réduire la faim immédiate et favoriser la concentration. Les rations à emporter de riz et de farine de blé distribuées une fois par mois aux familles servent de transferts conditionnels pour encourager la scolarisation et une fréquentation scolaire d'au moins 80 pour cent. De l'huile végétale enrichie est également fournie à titre d'incitation aux familles les plus vulnérables ciblées dans le cadre du Projet de lutte contre les pires formes de travail des enfants. Des bons d'une valeur équivalente remplaceront progressivement une partie de la ration à emporter. Une contribution en nature de 500 tonnes de dattes par an sert à compléter les rations à emporter et les distributions de vivres au titre des activités VCA, couvrant quatre mois de distribution.
36. Pour les activités VCA proposées aux communautés rurales vulnérables, les distributions de vivres seront privilégiées. Les bénéficiaires recevront des rations familiales mensuelles de farine de blé et d'huile végétale enrichies.
37. Une expérimentation sera menée dans le cadre des activités nutritionnelles: chaque jour, la moitié des nourrissons bénéficiaires recevront une ration complémentaire de suppléments nutritionnels prêts à consommer et l'autre moitié, une ration de SuperCereal Plus, afin de comparer leurs effets sur le retard de croissance. Au départ, les produits nutritionnels spéciaux seront importés, mais le programme de pays 200238 aidera le Ministère de la santé à encourager la fabrication locale. Les bons à échanger contre des suppléments nutritionnels destinés aux femmes enceintes et aux mères allaitantes visent à

favoriser la diversification de leur régime alimentaire, avec un assortiment alimentaire varié comprenant des produits frais qui couvre les deux tiers des besoins nutritionnels journaliers.

<b>TABLEAU 3: TOTAL DES ALIMENTS ET DES BONS D'ALIMENTATION REQUIS, PAR COMPOSANTE</b>				
<b>Type d'aliments</b>	<b>Composante 2</b>	<b>Composante 3</b>	<b>Composante 4</b>	<b>Total</b>
Suppléments nutritionnels prêts à consommer	–	–	203	<b>203</b>
SuperCereal Plus	–	–	810	<b>810</b>
Barres de dattes	11 068	–	–	<b>11 068</b>
Riz	27 963	–	–	<b>27 963</b>
Farine de blé	28 384	2 970	–	<b>31 354</b>
Huile végétale	78	270	–	<b>348</b>
Dattes	2 006	270	–	<b>2 276</b>
<b>Total (en tonnes)</b>	<b>69 499</b>	<b>3 510</b>	<b>1 013</b>	<b>74 022</b>
% des besoins totaux	94	5	1	<b>100</b>
<b>TOTAL (en dollars)</b>	<b>5 599 176</b>	–	<b>3 750 000</b>	<b>9 349 176</b>

## GESTION, SUIVI ET ÉVALUATION DU PROGRAMME

38. Le principal interlocuteur du PAM est le Ministère de l'agriculture et de la mise en valeur des terres; le Programme se concerte également avec le Ministère des affaires étrangères et le Ministère du plan et de la coopération internationale. Le PAM collabore avec: i) le Ministère de la santé et le Ministère de l'approvisionnement et du commerce intérieur pour résoudre les problèmes de sécurité alimentaire et de nutrition; ii) le Ministère de l'éducation et le Ministère de la main-d'œuvre et de l'immigration pour améliorer l'éducation et lutter contre le travail des enfants; et iii) le Secrétariat d'État aux affaires environnementales pour renforcer les moyens de subsistance dans les zones rurales. Durant le programme de pays 200238, le PAM poursuivra la concertation et les partenariats avec différentes parties prenantes, afin de bâtir une capacité de résistance durable. À l'échelon des gouvernorats, le PAM agit par le biais des ministères et des bureaux de gouverneurs.
39. Les achats locaux ont été multipliés par 19 durant le programme de pays 104500. À l'heure actuelle, 97 pour cent des produits alimentaires sont achetés sur place pour tirer le meilleur parti des sommes investies et stimuler les marchés. Les achats locaux n'ont pas été perturbés en 2011–2012, car les stocks alimentaires et la production locale ont maintenu la disponibilité à des prix compétitifs.
40. Les activités du PAM sont mises en œuvre en partenariat avec des collectivités locales, des gouvernorats et des ONG. Des partenaires supervisent le transport des marchandises; le personnel du PAM contrôle les installations d'entreposage et l'utilisation des vivres. L'appui logistique concerne: i) les activités VCA, qui sont gérées par le Ministère de l'agriculture et de la mise en valeur des terres pour couvrir le transport intérieur, l'entreposage, la manutention et la distribution; et ii) l'alimentation scolaire – des entreprises privées fournissant les produits alimentaires aux écoles et aux ONG partenaires,

qui supervisent également la distribution. Le PAM a envisagé l'expérimentation d'un dispositif de transferts monétaires et de bons, ainsi que la logistique requise.

41. Le bureau de pays surveillera le déroulement du programme de pays 200238. Le fonctionnaire du PAM chargé du suivi et de l'évaluation recevra un relevé trimestriel des principaux indicateurs de performance, qui contribuera à ajuster l'orientation du programme. Les enquêtes de référence et les évaluations réalisées dans le cadre du programme de pays 200238 comprendront: i) une estimation des besoins des élèves ciblés pour déterminer les besoins en matière de déparasitage; ii) une évaluation conjointe des écoles informelles appuyées par le PAM et l'UNICEF; iii) une évaluation à mi-parcours et une évaluation finale du Projet de lutte contre les pires formes de travail des enfants; iv) une évaluation de l'impact de la farine de blé enrichie sur l'anémie; v) une étude initiale et une étude finale des interventions nutritionnelles; et vi) une étude des moyens de subsistance et de la sécurité alimentaire dans les gouvernorats frontaliers<sup>31</sup>. Le dispositif de suivi des enfants expérimenté en collaboration avec le Ministère de la main-d'œuvre et de l'immigration sera transformé en système informatisé de suivi des bénéficiaires et sera transféré aux pouvoirs publics égyptiens en 2015. Des réunions d'évaluation par les pairs seront régulièrement organisées avec les partenaires pour mesurer les résultats de l'assistance technique. Le PAM rendra compte des indicateurs de performance clés au moyen d'outils tels que le Rapport annuel sur les résultats et les rapports normalisés sur les projets; le PAM organisera une évaluation à mi-parcours.
42. À deux exceptions près, tous les fonctionnaires du bureau de pays sont de nationalité égyptienne. S'y ajoutent des experts techniques extérieurs, chargés des projets de gestion du changement et de renforcement des capacités, comme l'analyse de la chaîne d'approvisionnement et la réforme des subventions alimentaires. Des coordonnateurs ont été formés à la mise en place des transferts sous forme de bons; d'autres membres du personnel ont reçu une formation en ligne.
43. Le programme de pays 104500 était en grande partie financé par des ressources mobilisées sur place; des formules inédites de financement telles que les conversions de créances<sup>32</sup> étaient également utilisées. Les donateurs bilatéraux, multilatéraux et privés ont confirmé leur intérêt pour ce type de mécanismes eu égard au programme de pays 200238.

## GESTION DES RISQUES

44. L'instabilité politique demeure le principal risque opérationnel, notamment pour les améliorations institutionnelles, car elle pourrait compromettre la participation des organismes locaux concernés, briser la continuité institutionnelle et interrompre les flux de financement. L'instabilité pourrait également faire fléchir les résultats économiques et porter ainsi atteinte à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. La hausse des prix des produits alimentaires pourrait restreindre les achats locaux du PAM.
45. Le PAM a entretenu sa relation avec le Gouvernement durant la période de transition, et il continuera de réagir avec souplesse aux changements administratifs. Ses accords de partenariat sur le terrain sont renouvelés chaque année si les critères fixés en matière de coûts et de résultats sont respectés. Le Programme maintiendra le suivi de l'évolution des prix et optera pour des achats régionaux ou internationaux selon le cas. Il cherchera à accroître la prévisibilité du financement en consultant les partenaires et les entités

<sup>31</sup> Les données actuelles ne fournissent pas une analyse des besoins statistiquement significative.

<sup>32</sup> Celles-ci prévoient notamment que l'Égypte échange le versement d'annuités contre le financement de projets locaux de développement.



publiques et privées qui ont fait part de leur intérêt à l'idée de financer son action en Égypte.

### **Gestion des risques en matière de sécurité**

46. La situation en matière de sécurité requiert un suivi constant, notamment parce que les événements qui se produisent dans la région peuvent faire tache d'huile. Généralement, les activités que le PAM se propose d'entreprendre ne sont pas situées dans des zones à risques élevés. Dans les gouvernorats frontaliers, en particulier ceux du Sinäi, le PAM agira par l'intermédiaire de partenaires qui sont acceptés par les communautés et dont le personnel a reçu une formation en matière de sécurité. Le PAM se plie à toutes les consignes de sécurité des Nations Unies. Il participe aux côtés des autres organismes des Nations Unies à la planification des mesures d'urgence, afin d'atténuer les répercussions des événements extérieurs en Égypte; l'évaluation des risques en matière de sécurité s'inscrit dans ce processus.

## ANNEXE I-A

<b>RÉSUMÉ DU BUDGET (en dollars)</b>					
	<b>Composante 1</b>	<b>Composante 2</b>	<b>Composante 3</b>	<b>Composante 4</b>	<b>Total</b>
Produits alimentaires (en tonnes) <sup>1</sup>	s.o.	69 499	3 510	1 013	74 022
Produits alimentaires	s.o.	48 350 832	1 965 870	1 743 250	52 059 952
Transferts monétaires ou bons	s.o.	5 599 177	-	3 750 000	9 349 177
<b>Valeur totale par composante</b>	<b>s.o.</b>	<b>53 950 009</b>	<b>1 965 870</b>	<b>5 493 250</b>	<b>61 409 128</b>
Transport extérieur					555 723
Autres coûts opérationnels directs					11 149 620
<b>Total des coûts opérationnels directs</b>					<b>73 114 471</b>
Coûts d'appui directs <sup>2</sup> (voir l'annexe I-B)					8 400 361
Coûts d'appui indirects <sup>3</sup> (7,0%)					5 706 038
<b>COÛT TOTAL POUR LE PAM</b>					<b>87 220 870</b>

<sup>1</sup> Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation; le contenu peut varier.

<sup>2</sup> Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

<sup>3</sup> Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

**ANNEXE I-B**

<b>COÛTS D'APPUI DIRECTS (en dollars)</b>	
<b>Dépenses de personnel et frais connexes</b>	
Administrateurs recrutés sur le plan international	1 337 850
Personnel local – administrateurs recrutés sur le plan national	1 745 116
Personnel local – agents des services généraux	707 193
Personnel local – personnel temporaire	2 335 358
Personnel local – heures supplémentaires	22 500
Consultants internationaux	463 000
Services de conseil commercial	84 000
Voyages officiels du personnel	356 401
<b>Total partiel</b>	<b>7 051 418</b>
<b>Dépenses récurrentes</b>	
Location des locaux	233 470
Charges (électricité, etc.)	18 469
Fournitures de bureau et petit matériel	39 577
Communication	563 443
Réparation et entretien du matériel	5 277
Frais d'entretien et d'exploitation des véhicules	79 154
Aménagement des bureaux et réparations	36 938
Prestations d'organismes des Nations Unies	30 391
<b>Total partiel</b>	<b>1 006 720</b>
<b>Dépenses de matériel et d'équipement</b>	
Location de véhicules	168 300
Matériel de communication	42 000
Dépenses locales de sécurité	131 923
<b>Total partiel</b>	<b>342 223</b>
<b>TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS</b>	<b>8 400 361</b>



## ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<p><b>Effets directs du PNUAD</b></p> <p>1: atténuation de la pauvreté grâce à une croissance favorable aux pauvres et à l'équité</p> <p>2: services de base de qualité</p> <p>4: sécurité alimentaire et nutrition</p> <p>5: gestion de l'environnement et des ressources naturelles</p>	<p><b>Indicateurs des effets directs du PNUAD</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les services sociaux sont plus nombreux et de meilleure qualité.</li> <li>➤ La survie et le développement des enfants de moins de 5 ans ont progressé.</li> <li>➤ Les connaissances sanitaires sont appropriées et l'attitude face aux problèmes de santé est plus satisfaisante.</li> <li>➤ Les enfants sont mieux préparés à commencer l'école primaire en temps voulu, surtout les enfants marginalisés.</li> <li>➤ Les inégalités, notamment entre les sexes, ont reculé grâce à la progression de l'accès à une éducation de base de qualité et de l'achèvement des études.</li> <li>➤ Le Gouvernement approuve et met en œuvre une stratégie nationale de sécurité alimentaire.</li> <li>➤ Les personnes vulnérables ont accès à des vivres subventionnés de bonne qualité.</li> <li>➤ La population vulnérable est sensibilisée et accède plus aisément à des aliments adaptés et nutritifs.</li> <li>➤ Les aliments sont produits et commercialisés plus efficacement; les pratiques agricoles sont plus adaptées.</li> <li>➤ Des politiques d'adaptation au changement climatique et de réduction des risques de catastrophe ont été adoptées.</li> </ul>	<p>Maintien de la croissance économique</p> <p>Maintien de la volonté du Gouvernement de réformer les services sociaux</p>
<p><b>Composante 1 – renforcer les institutions nationales</b></p>		
<p><b>Objectif stratégique 5: renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux</b></p>		
<p><b>Effet direct 1.1</b></p> <p>Accroissement des débouchés commerciaux au niveau national, grâce aux achats locaux avantageux effectués par le PAM</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Produits alimentaires achetés localement, en pourcentage des produits distribués dans le pays</li> </ul> <p>Cible: 97%</p>	<p>Les fournisseurs locaux sont à même de poursuivre les approvisionnements.</p>

<b>ANNEXE II: CADRE LOGIQUE</b>		
<b>Résultats</b>	<b>Indicateurs de performance</b>	<b>Hypothèses</b>
<b>Produit 1.1</b> Achat de produits alimentaires sur les marchés locaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Quantité de produits alimentaires achetés localement, par type et par catégorie de pays</li> <li>➤ Produits alimentaires achetés localement, en pourcentage des achats</li> </ul>	
<b>Effet direct 1.2</b> Progrès vers la mise en place de solutions au problème de la faim prises en charge par les pays	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Indice des capacités nationales, par solution au problème de la faim<sup>1</sup></li> </ul> Cibles: Système de suivi de la sécurité alimentaire = 12/20 Politique nationale d'alimentation scolaire = 11/20 Stratégie nationale de nutrition = 11/20	Détermination du Gouvernement à trouver des solutions au problème de la faim
<b>Produit 1.2</b> Renforcement des capacités et sensibilisation au travers des activités et des formations appuyées par le PAM	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre de personnes formées à l'évaluation des besoins, au ciblage, à la gestion des vivres (quantité et qualité), à l'analyse des marchés, à la gestion de l'information et aux procédures locales d'appel d'offres, par sexe et par catégorie</li> </ul>	
<b>Composante 2 – améliorer l'accès à l'éducation primaire et maternelle, et lutter contre le travail des enfants</b>		
<b>Objectif stratégique 4: réduire la faim chronique et la dénutrition</b>		
<b>Effet direct 2.1</b> Amélioration de l'accès à l'éducation et valorisation du capital humain dans les écoles appuyées par le PAM	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Taux de scolarisation: variation annuelle moyenne du nombre de filles et de garçons scolarisés Cible: augmentation de 10%</li> <li>➤ Taux de fréquentation: nombre de jours pendant lesquels les filles et les garçons sont allés en classe, en pourcentage du nombre total de jours de classe Cible: 80%</li> <li>➤ Ratio filles/garçons: ratio entre filles et garçons scolarisés Cible: 1</li> </ul>	Appui constant du Ministère de l'éducation à l'alimentation scolaire

<sup>1</sup> L'indice des capacités nationales permet de mesurer les progrès accomplis au regard des critères suivants: i) alignement sur la politique nationale; ii) cadres institutionnels; iii) financement et gestion budgétaire; iv) conception du programme; et v) participation des communautés. L'outil d'évaluation du renforcement des capacités s'appuie sur les normes adoptées par le PAM à partir d'un cadre établi par la Banque mondiale. Des examens par des pairs effectués avec les partenaires évalueront la qualité de l'assistance technique.

<b>ANNEXE II: CADRE LOGIQUE</b>		
<b>Résultats</b>	<b>Indicateurs de performance</b>	<b>Hypothèses</b>
<p><b>Produit 2.1</b> Couverture des activités d'alimentation scolaire conforme au programme de travail</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre d'écoles appuyées par le PAM</li> <li>➤ Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons recevant des produits alimentaires et des articles non alimentaires, des transferts monétaires et des bons, par catégorie, activité et modalité de transfert, et en pourcentage des chiffres prévus</li> </ul>	
<p><b>Produit 2.2</b> Produits alimentaires et articles non alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante et en toute sécurité aux femmes, hommes, filles et garçons ciblés</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Quantité de vivres distribués, par type, en pourcentage de la quantité prévue</li> <li>➤ Quantité d'aliments enrichis, de compléments alimentaires et de produits nutritionnels spéciaux distribués, par type de produits, en pourcentage des distributions prévues</li> <li>➤ Quantité totale de vivres/montant total en espèces correspondant aux bons distribués</li> </ul>	
<p><b>Composante 3 – aider les communautés pauvres des zones rurales de Haute-Égypte et des gouvernorats frontaliers à s'adapter au changement climatique et aux turbulences des marchés, et réduire les pertes agricoles en appuyant les efforts déployés sur le plan national pour créer des moyens de subsistance durables</b></p>		
<p><b>Objectif stratégique 2: prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets</b></p>		
<p><b>Effet direct 3.1</b> Réduction des risques de catastrophe à l'échelon communautaire dans les communautés ciblées</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Score des communautés en termes d'avaoirs</li> </ul> <p>Cible: à confirmer selon l'enquête de mars 2013 sur les revenus, les dépenses et la consommation des ménages</p>	Accès aux gouvernorats frontaliers
<p><b>Produit 3.1</b> Produits alimentaires et articles non alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante et en toute sécurité aux femmes, hommes, filles et garçons ciblés</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons recevant des produits alimentaires et des articles non alimentaires et des bons, par catégorie, activité et modalité de transfert, et en pourcentage des chiffres prévus</li> <li>➤ Quantité de vivres distribués, par type, en pourcentage des distributions prévues</li> </ul>	
<p><b>Produit 3.2</b> Dispositifs destinés à atténuer les effets des catastrophes créés ou remis en état par les communautés ciblées</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre de dispositifs créés ou remis en état pour réduire les risques de catastrophe ou en atténuer les effets, par type et par unité de mesure</li> </ul>	

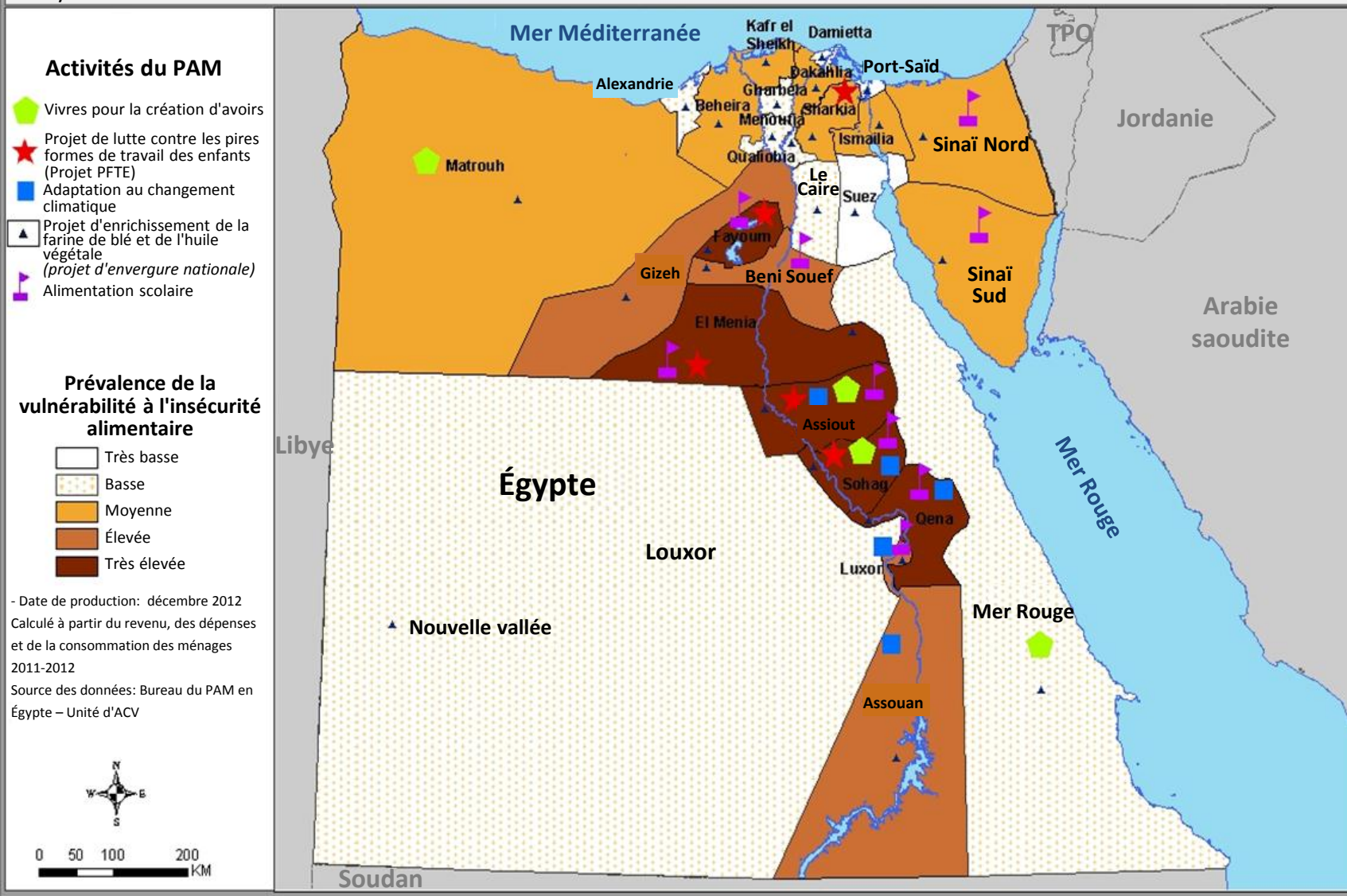
## ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<b>Composante 4 – renforcer les capacités nationales en matière de prévention de la malnutrition chronique au sein des populations les plus vulnérables</b>		
<b>Objectif stratégique 4: réduire la faim chronique et la dénutrition</b>		
<b>Effet direct 4.1</b> Augmentation de la capacité de production d'aliments enrichis, y compris les compléments alimentaires et les produits nutritionnels spéciaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Augmentation en pourcentage de la production d'aliments enrichis, y compris les compléments alimentaires et les produits nutritionnels spéciaux</li> </ul> Cible: 9%	Maintien du programme d'enrichissement des aliments
<b>Effet direct 4.2</b> Amélioration de l'état nutritionnel des femmes, des filles et des garçons ciblés	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Prévalence du retard de croissance chez les enfants ciblés de moins de 2 ans (rapport taille/âge, en pourcentage)</li> </ul> Cible: < 22,2% <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Prévalence de l'anémie ferriprive chez les femmes et les enfants</li> </ul> Cible: prévalence réduite de 15% (taux initial pour les femmes = 47%; pour les enfants de moins de 5 ans = 40%)	
<b>Produit 4.1</b> Produits alimentaires et articles non alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante et en toute sécurité aux femmes, filles et garçons ciblés	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons recevant des produits alimentaires et des articles non alimentaires, et des bons, par catégorie, activité et modalité de transfert, et en pourcentage des chiffres prévus</li> <li>➤ Quantité de vivres distribués, par type, en pourcentage des distributions prévues</li> <li>➤ Quantité d'aliments enrichis, de compléments alimentaires et de suppléments nutritionnels spéciaux distribués, par type, en pourcentage des quantités prévues</li> <li>➤ Quantité totale de vivres/montant total en espèces correspondant aux bons distribués</li> </ul>	Détermination du Gouvernement à trouver des solutions au problème de la faim



Bureau du PAM en Égypte  
ACV  
Analyse de la sécurité alimentaire

### Carte de la vulnérabilité avec les activités du PAM en Egypte, 2013-2017



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.



---

## LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
OIT	Organisation internationale du Travail
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	organisation non gouvernementale
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCA	Vivres pour la création d'avoirs